sances) ayant trait à la bonne administration et à la protection des sujets chrétiens et autres de la Sublime Porte qui se trouvent sur les territoires en question... » Le traité de Berlin annule celui de San Stefano, mais celui du 4 juin reste en vigueur : l'occupation de Chypre en est le signe manifeste. En fait, malgré le texte de Berlin qui confie « aux puissances » le droit de surveiller l'application des réformes, « le règlement des questions arméniennes, constate Adolphe d'Avril, tend à devenir une affaire anglaise ».

En 1895 et 1896, — années de la crise arménienne, — l'alliance franco-russe est dans toute la ferveur de sa nouveauté. Elle modifie, en le consolidant, l'équilibre européen. La Russie sort de son recueillement, la France de son isolement, pour entrer dans une période d'action et d'expansion. La politique russe, bloquée dans les Balkans par le traité de Berlin, se tourne vers l'Extrême-Orient : l'ouverture prochaine du chemin de fer transsibérien préoccupe l'Angleterre. La France achève, avec méthode et continuité de vues, de constituer son empire colonial ; tranquille sur ses frontières européennes, elle prépare la conquête de Madagascar, elle opère la réunion de ses possessions africaines, elle résout, sans heurts et sans violences, mais sans désavantages, ses litiges africains ou asiatiques avec l'Angleterre. Successivement, la question du Congo, celle du Siam, celle de la Côte occidentale d'Afrique, la révision des traités tunisiens, loyalement abordées, sont résolues dans un esprit de concorde et de concessions réciproques. Cette politique, toujours calme, souvent heureuse, mais toujours discrète, n'est pas sans causer à l'Angleterre quelque embarras ou quelque alarme. Mieux que chez nous, la portée de la méthode de M. Hanotaux et des cabinets modérés est